

Présentation
de
QUÉBEC SOLIDAIRE

Édition 2017

Brochure produite
par le Comité régional de formation
de Québec solidaire Capitale-nationale

Table des matières

I. Déclaration de principes

II. Les grands axes du programme

- A) Pour un Québec indépendant, pluraliste et solidaire
- B) Une économie au service du bien commun
- C) Bâtir un Québec écologique
- D) Humaniser la sphère du travail
- E) Favoriser des services sociaux (éducation et santé) gérés démocratiquement
- F) Femmes, familles et diversité sexuelle et de genre
- G) Agriculture, justice, aménagement du territoire et politique internationale (à venir)

III. Québec solidaire, un parti féministe

IV. Quelques éléments d'histoire de Québec solidaire

V. Les statuts - Petit glossaire

I. DÉCLARATION DE PRINCIPE (adoptée en février 2006)

Québec solidaire offre une alternative progressiste aux partis existants. Une alternative large, rassembleuse, enracinée dans toutes les régions. Une alternative capable de porter et de réaliser les espoirs de changement de tant de femmes et d'hommes du Québec! Une alternative permettant de bâtir un monde à la mesure de nos rêves.

Québec solidaire se voue entièrement à la défense et à la promotion du bien commun. En d'autres mots, il fait primer l'intérêt de la collectivité sur l'intérêt d'une minorité possédante. Il consacre son énergie à la recherche de l'égalité et de la justice sociale, au respect des droits individuels et collectifs. Il reconnaît l'interdépendance des humains entre eux et avec la nature. Tout cela exige une transformation profonde du Québec. Pour notre parti, cela signifie de s'opposer au néolibéralisme, cette version moderne du capitalisme, qui domine nos sociétés et hypothèque leur avenir comme celui de la planète.

Pour montrer qu'un autre Québec est possible, notre parti soumet des propositions concrètes et, au besoin, chiffrées, qui s'inspirent notamment des valeurs de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité : l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix.

Voici les valeurs qui guident nos actions et les principes qui s'y rattachent. Ces valeurs et ces principes disent le Québec dont nous rêvons pour nous et pour nos enfants.

Nous sommes écologistes

Notre planète doit être viable pour les gens qui y vivent maintenant et pour les générations à venir et l'État doit favoriser les comportements responsables et pénaliser les comportements pollués. Chaque personne peut aussi faire sa part en acceptant de modifier ses modes de production, de consommation et de vie.

Nous sommes de gauche

Nous faisons la promotion de la justice sociale, de l'égalité et de la solidarité. L'État doit intervenir pour garantir le respect des droits humains, redistribuer la richesse et encadrer l'économie. Nous proposons une approche globale et préventive de lutte à la pauvreté et nous voulons repenser l'économie pour qu'elle soit davantage au service des personnes et des collectivités.

Nous sommes démocrates

La politique doit être repensée dans le sens d'une démocratie participative qui doit être exercée dans les villes, villages, quartiers ainsi que dans toutes les instances de notre parti. Les solutions aux problèmes émergeront des espaces de délibération encourageant la participation de toutes et de tous. Nos institutions politiques et notre mode de scrutin doivent aussi être réformés pour laisser une large place à la proportionnelle.

Nous sommes féministes

La recherche de l'égalité entre les hommes et les femmes inspire notre démarche politique tout comme notre fonctionnement interne. Durant les dernières décennies, les Québécoises ont obtenu des gains importants entre autres au plan juridique, mais il reste beaucoup de chemin à parcourir pour que l'égalité se traduise totalement dans les faits. Les inégalités vécues par les femmes sont fondées sur un système de pensée qu'on appelle le patriarcat, créant systématiquement des inégalités par des rôles sociaux et culturels attribués aux femmes qui sont considérés inférieurs par rapport aux rôles des hommes.

Nous sommes altermondialistes

Nous voulons travailler à établir des liens plus solidaires, plus égalitaires et plus harmonieux entre les peuples du monde et nous impliquer dans les mouvements de solidarité entre les peuples, puisque bon nombre de problèmes environnementaux, sociaux ou politiques exigent des solutions équitables à l'échelle planétaire. Nous sommes également pacifistes, puisqu'aucune tradition, aucune religion, aucune idéologie, aucun système économique ou politique ne justifient la discrimination ou la violence envers les personnes et les peuples.

Nous sommes d'un Québec pluriel

Nous voulons un Québec moderne, diversifié, pluraliste et inclusif. Nous considérons les Autochtones comme des peuples à part entière et nous voulons que soient reconnus leurs droits ancestraux et territoriaux. Le Québec est bâti sur l'apport d'une importante majorité francophone, mais aussi d'une communauté anglophone aux droits historiques reconnus. Il s'enrichit aussi de la contribution de personnes appartenant à différentes communautés issues de l'immigration. Nous nous engageons à lutter ici et maintenant contre toutes les formes d'intolérance, de racisme, d'homo phobie et d'atteinte à la dignité humaine.

Nous sommes d'un Québec souverain et solidaire

Le Québec et son peuple, la nation québécoise, doivent disposer de tous les pouvoirs nécessaires à son plein développement aux plans social, économique, culturel et politique, ce qui lui est refusé dans le cadre fédéral. Québec solidaire opte donc pour la souveraineté. Sans être une garantie, elle est un moyen de fournir au Québec les outils nécessaires pour réaliser son projet de société et s'épanouir pleinement comme peuple. Notre parti propose que le débat sur l'avenir du Québec se fasse au moyen d'une vaste démarche de démocratie participative et il met l'essentiel de ses énergies à construire un projet social et politique fondé sur la recherche du bien commun. C'est donc sur cette base qu'il invite les citoyennes et citoyens de tous les horizons à en devenir membres.

II. LES GRANDS AXES DU PROGRAMME DÉJÀ ADOPTÉS

Le programme est en cours d'élaboration dans une démarche de démocratie participative. Ce texte cherche à présenter les grands axes qui ont été adoptés jusqu'ici par différents congrès de Québec solidaire.

A) Pour un Québec indépendant, pluraliste et solidaire

Québec Solidaire vise la construction d'une société basée sur la justice sociale, la démocratie, l'égalité entre les hommes et les femmes, le respect des écosystèmes ainsi que l'établissement de liens égalitaires et pacifiques avec les peuples du monde, en premier lieu avec les nations autochtones avec lesquelles nous partageons le territoire. Pour réaliser ce projet, nous considérons comme essentielle l'accession du Québec au statut de pays, préservant et développant une nation unique par son histoire, sa culture et sa langue.

Un pays de projets

Accéder à l'indépendance c'est aussi mettre en place la démocratie la plus inclusive et la plus participative ; avoir les pleins pouvoirs sur sa politique d'immigration, sur sa législation, sur sa langue, sur sa culture et sur les moyens de sa diffusion ; disposer des outils nécessaires au projet de société féministe ; avoir la pleine maîtrise de ses politiques économiques, budgétaires, fiscales, commerciales, monétaires, douanières et de développement.

Une Assemblée constituante

Afin de permettre au peuple québécois d'exercer cette souveraineté populaire, notamment sur le contenu du débat et la conclusion de la question nationale, Québec solidaire s'engage à enclencher, dès son arrivée au pouvoir, une démarche d'Assemblée constituante. C'est l'Assemblée nationale qui définira le mandat, la composition et la démarche d'Assemblée constituante. Les nations autochtones seront invitées à se joindre à cet exercice démocratique par les moyens qu'elles décideront.

Élargir l'exercice de la démocratie

Un gouvernement de Québec Solidaire mettra en place les conditions et les moyens permettant d'élargir le pouvoir des citoyennes et des citoyens qui seront appelés à débattre et à décider des enjeux qui les concernent.

La carte électorale sera révisée afin de garantir une juste représentation territoriale, un mode de scrutin en partie proportionnel sera instauré et Québec Solidaire proposera et encouragera la parité hommes/femmes dans les institutions politiques.

Un pays de régions

L'état québécois agira comme leader, rassembleur, gardien des valeurs communes et responsable des grands équipements collectifs. Il donnera aux régions les pouvoirs, les responsabilités et les ressources pour qu'elles puissent assurer de façon démocratique leur développement.

Un Québec laïque

Québec Solidaire propose un modèle de laïcité qui exige la neutralité des institutions publiques, mais assure la liberté, pour chaque personne, d'exprimer ses propres convictions dans un contexte de respect mutuel.

Un Québec de diversité

Québec Solidaire prendra tous les moyens pour lutter efficacement contre l'exclusion, le racisme, le profilage racial, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie, tout en maintenant le français comme langue de la vie publique, de la culture et du projet démocratique.

Pour une nouvelle politique d'immigration

Nos politiques doivent tenir compte autant de la nécessité d'accueillir des personnes à des fins économiques et sociales que de la responsabilité morale et politique d'accueillir des personnes et des familles réfugiées.

B) Une économie au service du bien commun

Québec Solidaire vise le contrôle collectif et démocratique des principaux leviers économiques du Québec en mettant en place un système économique et politique favorisant le bien commun.

Démocratiser l'économie

Nous proposons une économie plurielle, basée sur les valeurs d'équité, de solidarité, de diversité, d'autogestion et de liberté, sous des conditions d'équilibre écologique et d'efficacité, incluant l'exploration de systèmes économiques alternatifs.

À long terme, Québec solidaire vise la socialisation des activités économiques notamment en favorisant un système québécois basé sur une économie publique forte, une économie sociale à promouvoir et à développer, tout en maintenant une certaine place au secteur privé.

C) Bâtir un Québec écologique

Une politique énergétique centrée sur le développement des énergies renouvelables

Québec solidaire favorisera la production prioritaire d'énergies renouvelables et non polluantes et mettra fin à toute recherche et mise en exploitation d'énergies fossiles. Il défendra un projet de société qui respecte et favorise la diversité des écosystèmes et la protection du patrimoine naturel. Il entend mettre en place un système économique écologiste privilégiant la production de biens et services ayant un impact minimal sur les écosystèmes et veillera à l'élaboration d'une Charte de l'environnement qui inclura le principe de précaution.

Un système de transport collectif et public

Québec solidaire développera un vaste plan de transports publics des personnes et des marchandises en favorisant le développement des transports électriques. Il assurera l'accessibilité, l'universalité, voire la gratuité des transports publics.

Québec solidaire favorisera la réappropriation de nos richesses naturelles et leur gestion écologique

L'industrie minière sera placée sous contrôle public pour en finir avec l'exploitation irresponsable de nos richesses naturelles. L'industrie forestière sera placée sous contrôle public afin de pouvoir s'assurer de la bonne mise en oeuvre de l'aménagement écosystémique de nos forêts et le maintien de la biodiversité. Québec solidaire s'assura que la coupe forestière soit compatible avec les autres usages de la forêt et de la pérennité de cette dernière.

D) Humaniser la sphère du travail

Favoriser le plein emploi

Québec solidaire assurera l'expansion des investissements publics dans les services sociaux, la construction et l'entretien d'infrastructures, l'assainissement de l'environnement. Il proposera d'adopter une politique de plein emploi. Il réduira la semaine normale de travail et limitera le recours aux heures supplémentaires dans toutes les entreprises.

Renforcer les droits sociaux

Québec solidaire reconnaîtra dans la Charte des droits et des libertés le droit à l'association en syndicats, à la négociation et à la grève et il interdira les lock-out. Il haussera le salaire minimum au seuil de faible revenu et en l'indexant annuellement au coût de la vie. Il soutiendra l'égalité des hommes et des femmes dans toutes les sphères du travail et s'opposera à toute discrimination en emploi.

Défendre la justice sociale

Québec solidaire instaurera un revenu minimum garanti et inconditionnel versé sur une base individuelle à partir de 18 ans à toute personne sans emploi ou de revenu insuffisant. Pour en finir avec la pauvreté des aîné-e-s, un gouvernement il instaurera un régime universel de retraite et ramènera l'âge légal non obligatoire de la retraite à 60 ans, et ce, sans pénalité.

E. Favoriser des services sociaux gérés démocratiquement

Un gouvernement de Québec solidaire développera des services publics et collectifs de qualité et accessibles financièrement. Des mécanismes de démocratie participative permettront aux personnes utilisatrices, aux travailleuses et travailleurs des services publics, aux membres des communautés locales et régionales et aux organismes communautaires de déterminer les priorités locales et régionales et les ressources à y allouer.

Transformer la conception de la médecine

Un gouvernement de Québec solidaire cherchera à transformer la conception de la médecine, aujourd'hui centrée sur le traitement des maladies, pour la centrer sur une vision plus large de la santé. Il visera à agir sur l'ensemble de ses déterminants sociaux et développera des moyens de promouvoir la santé et le bien-être des personnes dans le respect des écosystèmes. Il s'assurera que la formation des intervenant-e-s en santé (incluant les médecins) soit davantage orientée vers la prévention, le travail interdisciplinaire et la compréhension de l'impact du milieu sur la santé humaine.

Instaurer une éducation solidaire

Québec solidaire défend un accès gratuit à tous les secteurs de l'éducation en formation générale, technique et professionnelle, du préscolaire jusqu'à l'université inclusivement, et ce, en tenant compte, en plus de la question financière, des différents facteurs sociaux susceptibles d'affecter l'accessibilité. Il mettra fin au financement public des écoles privées.

Culture et langue française

Québec solidaire veut promouvoir une culture publique québécoise commune fondée sur les liens sociaux, le respect des droits et libertés individuels et collectifs, la reconnaissance des droits et des cultures des autochtones, la laïcité des institutions publiques, l'égalité entre les femmes et les hommes, la non-violence et la solidarité entre les personnes et entre les peuples. Québec solidaire considère la situation du français comme préoccupante. Des mesures doivent être prises pour nous assurer d'une réelle prédominance du français dans tous les espaces voués à la vie collective. Québec solidaire instaurera des mesures contraignantes pour la francisation des milieux de travail.

F. Femmes, familles et diversité sexuelle et de genre

Le programme de Québec solidaire reprend les valeurs de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité : égalité, liberté, solidarité, justice et paix. De plus il fait le lien entre le capitalisme et le patriarcat en analysant l'impact de la mondialisation pour les femmes. Les éléments de programme s'articulent autour de plusieurs thèmes :

- pauvreté et travail
- la santé et les femmes
- femmes, pouvoir et démocratie
- une politique féministe en regard des familles (pas encore votée)
- les services éducatifs à la petite enfance
- hypersexualisation, violence sexuelle, exploitation sexuelle
- diversité des orientations et des identités sexuelles et de genre.

La domination des hommes est aussi entretenue par les violences physiques et psychologiques faites aux femmes. La culture du viol en est l'illustration ultime.

Le patriarcat se perpétue aussi par le système prostitutionnel dont les femmes ne veulent pas sortir par choix ou peuvent difficilement arrêter faute de moyens ou de réelles solutions pour sortir de la pauvreté.

III. QUÉBEC SOLIDAIRE, UN PARTI FÉMINISTE

Le patriarcat

Le patriarcat se définit comme la domination des hommes sur les femmes. Le coeur de cette domination est le travail gratuit des femmes dans la famille pour entretenir, éduquer, soigner et garantir la survie de l'humanité. Les hommes tirent individuellement avantage de ce travail fait dans le privé de la maisonnée. Dans nos sociétés actuelles, le patriarcat se combine au capitalisme.

Le système capitaliste et la situation des femmes

Le capitalisme est la domination d'une minorité sur une majorité pour garantir le taux de profit maximal de l'exploitation des travailleurs et travailleuses. Le travail gratuit des femmes évite aux capitalistes de créer des services collectifs qu'il faudrait payer. Le grand capital prend les femmes comme une main-d'oeuvre de réserve au besoin et à bon marché.

La place des femmes en politique

Les femmes ont été considérées juridiquement comme des personnes en 1929. Elles n'ont obtenu le droit de vote au Québec qu'en 1940 et ont pu devenir jurée en 1971. La première femme première ministre a été élue en 2012 au Québec. En 2012, le parlement québécois compte 30 % de femmes députées et il n'y a pas de parité au Conseil des ministres.

La place des femmes sur le marché du travail

Les femmes travaillant à temps plein gagnent environ 79 % du revenu des hommes et forment 60% des personnes qui gagnent le salaire minimum. 70% des femmes travaillent à temps plein, contre 80 % des hommes, 80% des femmes exercent une des 10 catégories professionnelles traditionnellement féminines (vente, services, soins aux personnes, travail de bureau) et on retrouve 70% d'hommes dans les 10 catégories d'emploi traditionnellement masculines. Les femmes occupent 16 % des sièges dans les conseils d'administration des 100 plus grandes sociétés québécoises.

La place des femmes comme citoyennes

65 % des heures consacrées bénévolement aux soins ou à l'aide aux personnes âgées, par des personnes y passant plus de 5 heures par semaine, le sont par des femmes. Dans les commissions scolaires, les femmes et les hommes sont presque à égalité: 50 % des commissaires sont des femmes et 45 % des postes à la présidence sont pourvus par des femmes. La Cour du Québec compte 40 % de femmes sur les 262 juges en exercice. Dans l'effectif régulier de la fonction publique québécoise, les femmes occupent 40% des postes de haute direction et 41 % des postes de cadres.

L'analyse différenciée selon les sexes

L'Analyse différenciée selon le sexe (ADS) ou selon le genre se définit comme « ... un processus qui vise à discerner les effets que pourrait avoir une intervention gouvernementale au cours de l'élaboration d'une politique, d'un programme ou de toute autre mesure, sur les femmes et les hommes ainsi touchés, compte tenu de leurs caractéristiques socio-économiques respectives ». L'ADS est importante pour bien cerner la réalité d'oppression et d'exploitation des femmes. Elle est à instaurer dans les instances gouvernementales pour mieux élaborer les politiques sociales.

Pourquoi exiger la parité?

Définition : La parité c'est la participation égale des femmes et des hommes aux instances décisionnelles et électives.

- Parce que les femmes forment la moitié de l'humanité.
- Parce que la non-reconnaissance des femmes dans la sphère publique fait partie du système patriarcal de discrimination envers les femmes.
- Gagner la parité ne suffit pas à établir l'égalité sociale entre les hommes et les femmes, car les systèmes patriarcal et capitaliste peuvent sous les pressions du mouvement des femmes concéder des droits aux femmes sans changer profondément leur situation.
- Les mesures de parité sont un début : elles favorisent les femmes, les incitent à prendre leur place. Elles sont un processus réel pour amener les femmes à changer le monde.

La parité dans le programme de Québec solidaire

- La dimension féministe est un des cinq axes prioritaires avec l'indépendance, la justice sociale, l'écologie, la démocratie et l'égalité
- L'analyse féministe et les revendications spécifiques concernant les femmes doivent être mises de l'avant dans l'ensemble du programme.
- La féminisation des textes doit devenir une règle.

La parité dans le mode de fonctionnement de Québec solidaire

- Deux porte-parole, une femme et un homme
- Parité dans les candidatures depuis la création de Québec solidaire
- Préparation des candidates aux investitures et soutien des femmes qui s'impliquent dans les campagnes électorales (candidates et membres des équipes électorales)
- Parité dans les instances d'associations locales, régionales, commissions et délégations aux congrès et conseils nationaux.
- Sièges femmes laissés vacants (cocos, délégations)
- Alternance des droits de parole lors des assemblées
- Une commission nationale des femmes et des comités femmes régionaux
- Représentante femme à la coordination nationale
- Mesures favorisant la conciliation travail – famille - militance

IV. QUELQUES ÉLÉMENTS DE L'HISTOIRE DE QUÉBEC SOLIDAIRE

D'où vient Québec solidaire?

Ce parti est le résultat d'une fusion opérée entre deux formations politiques :

- un parti politique, *l'Union des forces progressistes*
- et un mouvement politique, *Option citoyenne*.

L'UFP existait depuis 2002. Elle était elle-même le résultat du regroupement du *Rassemblement pour une alternative progressiste*, du *Parti de la démocratie socialiste* et du *Parti communiste du Québec*. En 2003, l'UFP présentait 75 candidats et candidates aux élections québécoises et remportait 1,5 % des suffrages avec une pointe fort intéressante de 18 % dans Mercier. L'UFP a continué à grandir et s'est dotée d'une plate-forme comprenant des propositions sur plusieurs enjeux : la santé, la fiscalité, l'éducation, la lutte à la pauvreté, etc.

Puis, en mai 2004, naissait *Option citoyenne*. Ce mouvement politique réunissait, à sa fondation, une centaine de personnes, surtout des femmes. À la suite d'une tournée à travers le Québec, à l'été 2004, *Option citoyenne* a grandi rapidement et a organisé des rencontres nationales permettant d'adopter des orientations sur le féminisme, la mondialisation, l'économie, la question nationale, les rapports avec les peuples autochtones, par exemple. À l'automne 2005, les 2 formations ont décidé de fusionner. Un congrès réunissant 1000 personnes a donc eu lieu en février 2006 à l'Université de Montréal. Québec solidaire était né!

Et maintenant?

À la fondation de Québec solidaire, le total des membres des deux groupes fondateurs était de 4000. Le parti commence à être bien implanté dans la plupart des régions du Québec. Au début 2015 il regroupe 12 000 membres qui reflètent la diversité québécoise. À l'hiver 2017, conséquence de son travail politique et des personnalités qui l'ont rejoint, 5 000 nouveaux membres rejoignaient Québec solidaire qui maintenant tend à dépasser largement les 15 000 membres.

L'élaboration du programme

Une grande partie de la population québécoise est critique du néolibéralisme, de l'inégalité entre les hommes et les femmes et inquiète de l'avenir de la planète, veut se donner un gouvernement qui porte des valeurs progressistes. Québec solidaire a la responsabilité de répondre à cette attente.

Notre parti a tenu plusieurs congrès, dans une longue démarche de démocratie participative visant à définir son programme. En 2009, il définissait ses orientations sur l'indépendance du Québec, sur l'immigration, sur la laïcité et les institutions démocratiques. En 2010, il adoptait un programme portant sur l'économie, l'environnement et le travail. En décembre 2011, il précisait ses positions sur le rôle de l'état, la santé, l'éducation, la justice sociale et la culture. En 2012 et

2014, il a développé des plates-formes électorales. En 2015 il a défini ses positions sur les femmes, les familles et la diversité sexuelle et de genre. En mai 2017, il adoptera des positions sur l'agriculture, les municipalités, l'aménagement du territoire et la politique internationale.

Un parti des urnes...

Québec solidaire s'est présenté devant l'électorat à chaque élection depuis 2007, à chaque fois dans presque toutes les circonscriptions et avec une liste paritaire de candidatures. En décembre 2008 Amir Khadir est devenu le premier député solidaire à l'Assemblée nationale en remportant la circonscription de Mercier alors qu'à l'échelle nationale Québec solidaire recevait 3,78 % des votes. Françoise David l'a rejoint en 2012 alors que le parti recueillait 6,03% des votes. Et en 2014 c'est Manon Massé qui était élue alors que Québec solidaire recueillait 7,63% des votes.

... et de la rue

Québec solidaire se définit comme un allié des mouvements sociaux en lutte, que ce soit le mouvement syndical, le mouvement écologiste, le mouvement pacifiste, le mouvement des femmes, le mouvement étudiant ou le mouvement communautaire. Québec solidaire participe activement à tous les débats sur l'avenir politique, économique, social, environnemental et culturel du Québec. C'est ainsi que les militantes et les militants de Québec solidaire se sont mobilisés pour appuyer la lutte des travailleuses et travailleurs du secteur public, pour dénoncer la construction d'oléoducs transportant le pétrole des sables bitumineux et pour appuyer la défense du financement public du mouvement populaire... Ses membres sont engagés dans leurs milieux de vie et de travail de même qu'au sein de multiples mouvements sociaux et communautaires, impliqués dans les luttes pour un Québec plus juste, plus vert, plus égalitaire.

V. LES STATUTS DE QUÉBEC SOLIDAIRE

Québec solidaire oeuvre sur la scène québécoise et se présente aux élections dans le but de faire élire des députéEs à l'Assemblée nationale et de former éventuellement un gouvernement de gauche.

Québec solidaire se veut un parti démocratique, qui favorise la prise de parole et l'influence réelle de ses membres, y compris celle des femmes et des sans voix.

Québec solidaire s'engage également sur le terrain des luttes sociales. Il s'inspire des revendications des mouvements sociaux et environnementaux progressistes, tout en reconnaissant l'indépendance respective du parti et de ces mouvements.

Dans son fonctionnement le parti s'inspire des principes de démocratie participative.

ORGANISATION

L'unité de base

L'association de circonscription est l'unité de base du parti. Elle est délimitée par le territoire officiellement identifié par le Directeur général des élections. Elle est responsable du recrutement, de l'accueil et de la formation des membres ainsi que de l'organisation et du travail politique au niveau de la circonscription.

Le niveau régional

L'association régionale régionale est un lieu de concertation entre les associations locales et doit favoriser le développement des associations de circonscription et des campus. Le Comité de coordination régional est composé, outre des porte-parole de la région, de la responsable du Comité des femmes, de membres élu-e-s par l'assemblée régionale, d'un-e délégué-e par association de circonscription et d'un-e délégué-e par campus local ou régional de sa région.

** À noter que suite à une décision prise lors de l'Assemblée générale annuelle 2016 de QS Capitale-Nationale, le fonctionnement régional régulier a été suspendu jusqu'à nouvel ordre afin de mettre sur pied un « Collectif régional » formé de membres volontaires, qui se consacre à l'organisation de la présence de QS dans la capitale et au soutien des associations de la région. Il s'en trouve donc assoupli dans l'optique de favoriser la participation du plus grand nombre de membres puisqu'il n'est plus nécessaire d'être élu-e ou délégué-e par une instance pour participer à l'organe de coordination régionale.*

Les campus

Le rôle spécifique des campus est de promouvoir les positions du parti, de faire de l'action et de l'éducation politiques, et d'effectuer du recrutement dans les établissements d'enseignement du Québec.

Le Congrès

Le Congrès est l'instance suprême du parti. Il réunit aux 2 ans les délégué-e-s des associations locales, des campus, des commissions nationales ainsi que les membres du Comité de coordination national. Il définit l'orientation générale du parti, adopte son programme, adopte et modifie les statuts, et élit les membres du Comité de coordination national incluant les porte-paroles nationaux.

Le Conseil national

Le Conseil national est l'instance suprême entre les Congrès. Il voit à la mise en oeuvre des orientations du Congrès . Il est composé de déléguées des associations de circonscription, des associations régionales, des campus , des Commissions nationales et de membres du Comité de coordination national. Le Conseil national se réunit au moins deux fois par année.

La Commission nationale des femmes

La Commission nationale des femmes est composée de la responsable de la Commission nationale des femmes au Comité de coordination national et d'une femme par association régionale. Elle doit s'assurer que l'analyse féministe imprègne tous les documents et prises de position du parti et que les femmes occupent une place égale à celle des hommes dans tous les secteurs de la vie associative du parti. Elle suscite, encourage et soutient l'émergence de candidatures féminines lors de campagnes électorales.

La Commission politique et les commissions thématiques

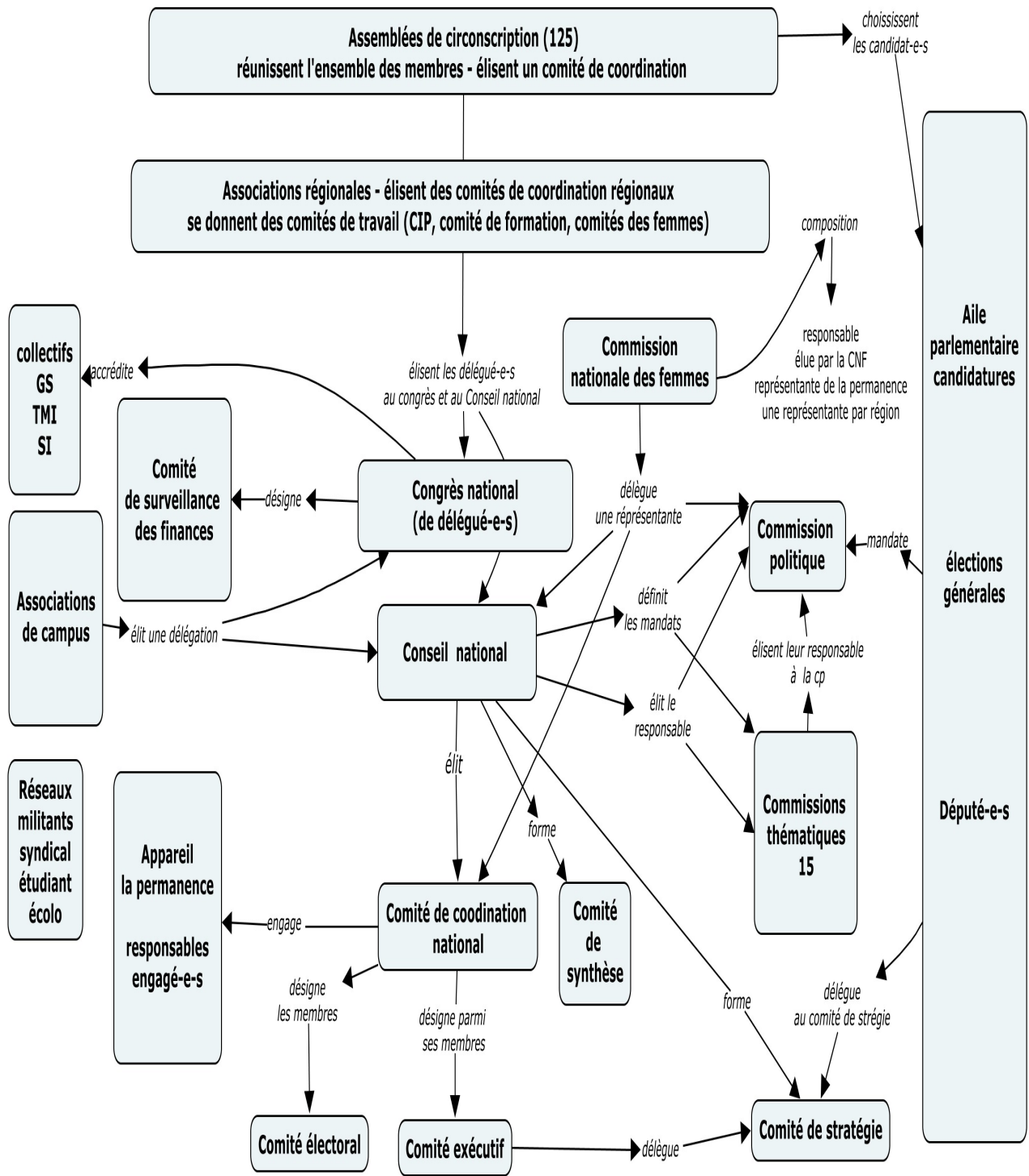
La Commission politique est composée de la personne responsable des orientations au Comité de coordination national et des personnes responsables des commissions thématiques. Les mandats de la Commission politique et de ses commissions thématiques sont les suivants : s'assurer que les valeurs contenues dans la Déclaration de principes traversent l'ensemble du programme du parti ; contribuer à l'élaboration du programme du parti ; outiller les membres et les instances du parti relativement aux différentes thématiques du programme, notamment par la production de documents de réflexion ; soumettre des propositions aux instances.

La parité

Québec solidaire étant un parti féministe les délégations et comités doivent être composés de façon paritaire d'hommes et de femmes.

PETIT GLOSSAIRE

Si vous participez à une réunion de Québec solidaire il se peut que vous entendiez des abréviations au détour des discussions. En voici les principales QS Québec solidaire AG assemblée générale Coco comité de coordination PV procès-verbal (compte-rendu) CN Conseil national CCN comité de coordination national CNF commission nationale des femmes CP commission politique CT commission thématique.



Organigramme de Québec solidaire